



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Gravières et Matériaux rhénans- GMR

lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM
68220 Hégenheim

Références : 0006700258_2025_01_10_GMR Hegenheim_VIIC PPC2025
Code AIOT : 0006700258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2025 dans la carrière Gravières et Matériaux rhénans- GMR implantée lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM ZERC3 68220 Hégenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme de contrôle pluriannuel et porte en particulier sur le respect des conditions d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gravières et Matériaux rhénans- GMR
- lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM ZERC3 68220 Hégenheim
- Code AIOT : 0006700258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est une carrière autorisée par arrêté préfectoral du 21 mai 2021 jusqu'au 25 janvier 2031.

La zone d'extraction est de 2ha90ca pour une vitesse de production de 45000 t/an (200 000 t/an max).

L'extraction (à sec) doit être achevée au plus tard le 25 janvier 2029 et la remise en état (remblaiement au TN) doit être achevée le 25 juillet 2030.

Références réglementaires

- Arrêté préfectoral du 21 mai 2021 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une gravière située 105 rue de Bourgfelden à Hégenheim (68220) et Saint-Louis (68300) par la société GRAVIÈRES ET MATÉRIAUX RHÉNANS (GMR) et tenant lieu de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques et de leurs habitats

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect du phasage (extraction)	Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, articles 1.2.1 et 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 3.5.1	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	-
3	Contenu du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'extraction de matériaux a été menée 4 m plus bas que la profondeur prévue. Au vu des constats réalisés, des mesures d'urgence sont proposées.

Le plan d'exploitation n'est pas conforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect du phasage (extraction)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, articles 1.2.1 et 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage extraction
Prescriptions contrôlées : <u>Article 1.2.2 de l'AP du 21/05/2021</u> (...) L'autorisation d'exploiter (...) est accordée pour une durée de 12 ans à compter du 25 janvier 2019. (...) <u>Article 3.3.1 de l'AP du 21/05/2021</u> Les phasages joints en annexe doivent être scrupuleusement respectés.

Les travaux d'extractions seront menés en 5 phases biennales et une sixième phase est consacrée à la remise en état du site :

Phase	Travaux d'extraction	Remblaiements
n°1 (0 - 2 ans)	Terrassement mécanique en partie Nord-Est de la fosse Enlèvement des matériaux jusqu'au carreau inférieur (262,5 mNGF) Avancement du front de 50 m vers le Sud-Ouest	Remblaiement de la partie Nord-Ouest du site et remblaiement d'une partie de la zone Sud-Ouest La cote de remblaiement est celle du terrain naturel soit 272 m
n°2 (2 - 4 ans)	Front des travaux de la phase 1 repoussé d'environ 45 mètres vers le Sud-Ouest Extraction sur toute la hauteur exploitable du gisement jusqu'à la cote 262,5 mNGF Travaux de décapage sur 8650 m ²	Remblaiement de la fosse Sud-Ouest à partir de l'angle Est sur toute la hauteur. Remblaiement total de la partie Ouest
n°3 (4 – 6 ans)	Front d'extraction repoussé de 40 mètres vers le Sud-Ouest Les terrains correspondant à l'ancienne rampe d'accès, au Nord des surfaces exploitées en phase 2 seront également ramené à la cote 262,5 mNGF	Comblement progressif de la fosse en direction de l'Ouest. La cote atteinte sera de 273 m NGF
(...)	(...)	(...)

dans le respect des plans de l'état d'exploitation des terrains à l'échéance de chacune des phases d'exploitation annexés au présent arrêté.

Constats :

Le jour du constat, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation datant du 4 mars 2024 (cf. annexe de ce rapport).

Le phasage d'exploitation n'est pas représenté (cf. point de contrôle n° 3) sur le plan. L'extraction devrait être dans sa 3^e phase.

En l'absence de plan d'exploitation complet, il n'est pas possible de statuer sur le respect de la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant :

Il appartient à l'exploitant de faire compléter son plan d'exploitation (cf. constat n° 3 du présent rapport) et de justifier du respect du phasage prévu dans les prescriptions susvisées.

Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suite : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 3 mois

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Altitude du carreau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation du site n'est autorisée qu'à sec ; elle doit permettre un défruits maximal du gisement à sec traversant les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses, sous réserve de la stabilité des talus. Toutefois, la cote d'extraction est fixée à 262,50 NGF sous réserve que cette cote soit 0,50 m au-dessus des plus hautes eaux décennales sur l'ensemble du périmètre d'extraction ; toute exploitation au-dessous de cette cote est interdite.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation présenté le jour de l'inspection indique une altitude de 258 m NGF pour le carreau de la carrière.</p> <p>Le service d'inspection a constaté que l'extraction est donc descendue 4 mètres plus bas que la cote d'extraction autorisée (cf. annexe).</p> <p>Ceci constitue un non-respect de l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 susvisé.</p> <p>Il a été constaté que le carreau de la carrière a commencé à être remblayé (cf. photos en annexe). L'exploitant indique que les matériaux utilisés sont des matériaux du site, sans le justifier. Les matériaux (cf. photo en annexe) utilisés pour remblayer présentent toutefois des caractéristiques visuelles différentes des matériaux initiaux (différence de couleur, cf. photo en annexe).</p> <p>L'inspection dispose d'une étude hydrogéologique du 17 octobre 2019, réalisée par la société ANTEA et annexée au dossier de demande d'autorisation montrant que le toit de la nappe phréatique se situe entre 261 et 257 m NGF au niveau de la zone de remblaiement.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'extraction a atteint le toit de la nappe. Tout remblaiement sous le niveau de la cote des plus hautes eaux connue de la nappe est considéré comme du remblaiement en eau.</p> <p>Il est rappelé que le remblaiement en eau est interdit, sauf cas particulier, par le schéma régional des carrières.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, il est proposé de prescrire des mesures d'urgence et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation, dans un délai de quinze jours, d'une cartographie des zones exploitées au-delà de la cote autorisée et l'évaluation des volumes concernés, • la justification, dans un délai d'un mois, sur la base d'analyses, du caractère inerte des matériaux utilisées en remblaiement à une cote inférieure à 262,5 m NGF, • la suspension des remblaiements dans l'attente de ces justifications, • le remblaiement, jusqu'à la cote 262,5 m NGF avec uniquement des matériaux provenant de la carrière et de même nature que ceux extraits,

<ul style="list-style-type: none"> la justification, dans un délai de trois mois, que les conditions de remblaiement n'auront pas d'incidence sur la stabilité des terrains au vu des usages futurs prévus. Le cas échéant, les mesures nécessaires seront précisées, la justification, dans un délai de trois mois, que les conditions de remblaiement n'auront pas d'incidence sur la nappe, l'évaluation, dans un délai de trois mois, de la pertinence du réseau de surveillance en place compte tenu de la surexploitation. Si nécessaire, la réalisation d'ouvrages supplémentaires dans un délai de six mois, la présentation de dispositions d'exploitation visant à garantir le respect de la cote 262,5 m NGF.
Demande à formuler à l'exploitant : L'exploitant informe le service d'inspection, dans un délai de quinze jours, des mesures opérationnelles mises en œuvre pour respecter la cote minimale de 262,5 m NGF pour la poursuite de l'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence
Proposition de délais : Sans délai

N° 3 : Contenu du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant établit un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : (...) <ul style="list-style-type: none"> - les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières, (...)
Constats : Le plan présenté lors du contrôle ne dispose pas des limites de phases d'exploitation (cf. point de contrôle n°1). Ceci constitue un non-respect de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

2-5) Sujets hors points de contrôle

L'exploitant a sollicité par courrier du 26 juillet 2024, une modification de ses conditions d'exploiter. Il s'agit de pouvoir réaliser une réelle activité de transit de déchets non dangereux inertes (rubrique 2517). Il souhaite pouvoir accueillir en transit plus de matériaux que la quantité nécessaire au

remblaiement de la carrière et d'en faire repartir une partie vers les filières appropriées. L'exploitant précise que le site est déjà classé pour la rubrique 2517-1 à enregistrement pour une surface de 75 000 m². Le projet ne modifiera pas le seuil de la rubrique, la surface dédiée à cette activité étant suffisante. Il précise également que les matériaux seront accueillis sur site dans les mêmes conditions qu'actuellement (critères d'acceptabilité) et que cette modification ne nécessite qu'une modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021. En effet, il est précisé à cet article que les matériaux ne peuvent servir qu'au remblaiement de la carrière.

Il est rappelé que certains stocks de matériaux historiquement non classés sont entrés dans la rubrique 2517 par antériorité. C'est le cas pour la carrière de Hégenheim qui dispose d'un courrier préfectoral du 24 décembre 2013 actant le bénéfice de l'antériorité pour cette activité. Cette antériorité ne concerne que le stockage de matériaux dédiés au remblaiement et donc connexe à l'exploitation de la carrière.

La demande formulée par la société GMR concerne donc une nouvelle activité. L'exploitant transmettra donc en complément de son courrier, un dossier de porter à connaissance permettant d'évaluer le caractère substantiel ou notable de la modification. En particulier et sans être exhaustif à ce stade, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'impact possible de cette modification qui va vraisemblablement augmenter le trafic routier et sur la nécessité de s'assurer que cette activité est compatible avec les plans et schémas applicables (SRADDET, SRC, ...).